

Sectorielle

Préparation des aliments

1. Une personne enregistrée envoie des aliments semi-cuits de son unité de fabrication à Gurugram à sa succursale de Delhi. Doit-il payer des impôts?

Conformément aux dispositions de l'article 25 (4) de la loi CGST de 2017, les succursales situées dans différents États sont considérées comme des personnes distinctes. De plus, conformément à l'annexe I, cela constitue une fourniture effectuée dans le cadre d'une activité commerciale entre des personnes distinctes, même si elle est effectuée sans contrepartie. Comme il s'agit d'une fourniture interétatique, la personne inscrite est tenue de payer l'IGST.

2. Qu'est-ce que la FSSAI, 2006 et pourquoi cette loi est-elle nécessaire?

La FSSAI 2006 est une loi promulguée pour suivre l'évolution des besoins / exigences en matière de temps et pour consolider les lois relatives aux aliments et établir la Food Safety and Standards Authority of India. La loi était nécessaire pour créer un organe statutaire unique pour les lois, l'établissement de normes et l'application des normes alimentaires afin qu'il y ait une seule agence pour traiter et qu'il n'y ait pas de confusion dans l'esprit des consommateurs, des commerçants, des fabricants et des investisseurs qui était due à la multiplicité des lois alimentaires.

3. Qu'est-ce que la mission nationale de l'élevage?

La mission nationale de l'élevage est une initiative du ministère de l'Agriculture et du Bien-être des agriculteurs. La mission, qui a débuté en 2014-2015, a été conçue avec l'objectif de développement durable du secteur de l'élevage. NABARD est l'agence de canalisation des subventions dans le cadre de la composante Développement de l'entrepreneuriat et création d'emplois (EDEG) de la Mission nationale de l'élevage. Ceci comprend: 1) Fonds de capital-risque avicole (PVCF). 2) Développement intégré des petits ruminants et du lapin (IDSRR). 3) Développement porcin (PD). 4) Récupération et élevage de veaux buffles mâles (SRMBC).

4. Qu'est-ce que la subvention d'intérêts pour les petits agriculteurs marginaux contre

des reçus d'entrepôt négociables?

Afin de décourager la vente de détresse des produits par les agriculteurs et de les encourager à stocker leurs produits dans des entrepôts contre récépissés d'entrepôt, le gouvernement indien (Gol) avait introduit en 2011-2012 un programme pour accorder des prêts concessionnels aux agriculteurs contre des récépissés d'entrepôt négociables. Les prêts post-récolte sur récépissés d'entrepôt négociables (NWR) fournis par les banques aux petits agriculteurs marginaux (SF / MF) ayant des cartes de crédit Kisan, seraient éligibles à une subvention d'intérêts, pour une période allant jusqu'à six mois au même taux que celui disponible prêt à récolter. Les FS / MF, qui n'ont pas bénéficié de prêts agricoles par le biais du système bancaire, ne seraient pas éligibles. Aucune subvention supplémentaire pour un remboursement rapide, comme celle disponible pour les prêts aux récoltes, n'est envisagée dans le cadre du programme.

5. Les investisseurs étrangers, les branches de capital-investissement des entreprises étrangères peuvent-ils devenir membres du SPV et investir dans la création d'infrastructures communes sous forme de fonds propres?

Oui, ces entreprises peuvent s'associer aux promoteurs indiens pour former le véhicule à usage spécial et investir dans le projet en apportant des fonds propres. On peut également noter ici que les investissements directs étrangers dans le secteur de la transformation des aliments sont autorisés par voie automatique en Inde. Cependant, des documents adéquats concernant la valeur nette et d'autres détails financiers pertinents concernant ces entreprises doivent être fournis avec la proposition d'EOI.

6. Quels types d'industries / d'unités sont autorisés dans Mega Food Park?

Seules les industries / unités de transformation des aliments qui fabriquent des produits alimentaires propres à la consommation humaine et animale sont autorisées à être installées dans les méga parcs alimentaires. Les installations de conditionnement de produits alimentaires en tant qu'accessoires des industries agro-alimentaires pourront également être installées dans les méga parcs alimentaires. Cependant, l'installation d'une unité de boisson alcoolisée comme unité d'ancrage ne sera pas autorisée.

7. Quel est le «coût du projet éligible» dans le Mega Food Park?

Le «coût éligible du projet» est le coût total du projet mais exclut le coût du terrain, les dépenses

préopératoires et l'argent de marge pour le fonds de roulement. Cependant, les intérêts pendant la construction (IDC) dans le cadre des dépenses préopératoires et des frais à PMC jusqu'à 2% de la subvention approuvée seraient considérés comme des coûts éligibles du projet (voir le paragraphe 4.1 des directives, sur le lien).

8. Pour le parc alimentaire Mega, la terre doit-elle être changée d'agriculture à industrielle?

Oui, il est obligatoire d'avoir un changement d'utilisation des terres (CLU). CLU n'est pas nécessaire dans le cas où le terrain se trouve déjà dans une zone industrielle désignée.

9. Quelle est la superficie minimale requise pour la création du Mega Food Park?

Le terrain minimum requis pour la création d'un Mega Food Park est de 50 acres de terrain contigu et libre de tout type de charge. Le choix des terrains doit être justifié en termes de connectivité et de disponibilité des infrastructures de base telles que la route d'accès, l'électricité, l'eau, etc. ainsi qu'en termes de disponibilité des matières premières / marché.

10. Quels sont les produits sous l'autorité de développement et de réglementation de l'entreposage?

L'autorité avait approuvé 115 produits, y compris des céréales, des légumineuses, des graines oléagineuses, des épices, du caoutchouc, du tabac, du café, etc. pour la délivrance de récépissés d'entrepôt négociables ainsi que 26 denrées périssables pour l'entreposage frigorifique.

11. Quelles sont les principales activités de la Central Warehousing Corporation (CWC)?

CWC fournit des installations de stockage et d'entreposage pour plus de 400 produits à un large éventail de clients comprenant des institutions publiques et privées, des sociétés coopératives, des commerçants, des agriculteurs, des importateurs / exportateurs, etc. Activités: i) Fournir des services de lutte antiparasitaire à la porte des clients qui incluent la lutte antiparasitaire générale, la désinfestation des avions, des autocars, la fumigation des conteneurs / navires, le traitement anti-termite avant et après la construction, etc. ii) Fournir des infrastructures telles que les CFS / ICDs / Air Cargo Complexes / Cargo / Terminal of ICP etc. pour soutenir le commerce EXIM. iii) Fournir des moyens de manutention et de transport à la demande des déposants. iv) Conseil en construction

d'entrepôts et activités liées à l'entreposage. v) Formation des agriculteurs pour un stockage sûr des céréales vivrières au niveau des exploitations et les aider à obtenir un crédit institutionnel bon marché.